



# Chapitre 4

## Consolider les acquis des femmes: Diversifier les moyens d'action

Les chapitres précédents ont montré que les mesures néolibérales et la mondialisation avaient des effets contradictoires sur la qualité de vie des individus. Les règles qui gouvernent actuellement la libéralisation soustraient de plus en plus le capital à la législation et aux contraintes nationales, ce qui a des conséquences opposées sur l'accroissement de la productivité et les niveaux de vie. Certes, la concurrence peut stimuler la productivité mais cela n'est pas garanti car, fortes de leur plus grand pouvoir de négociation, les entreprises ont la possibilité de réduire leurs coûts en s'appuyant sur une main-d'œuvre bon marché plutôt que d'innover. En outre, le secteur public est parfois moins apte à gérer le processus de croissance et de développement. Les femmes bénéficient peut-être de nouveaux débouchés professionnels mais elles se heurtent à un environnement macroéconomique plus instable qu'auparavant, sans pouvoir compter sur une protection sociale adéquate. Comment les écarts entre les conditions d'existence des femmes et des hommes ont-ils évolué à l'ère de la libéralisation et de la croissance tournée vers l'extérieur? Les pays à croissance rapide ont-ils mieux réussi que les autres à combler ces écarts?

Pour répondre à ces questions, il faut mesurer et comparer le bien-être des femmes et des hommes. La méthode qui consiste à calculer le revenu moyen est insatisfaisante car elle prend en général le ménage comme unité d'analyse, l'hypothèse étant que les ressources y sont également réparties entre hommes et femmes; elle ne permet donc pas de voir comment évolue l'accès des femmes au revenu du ménage. D'un autre côté, les agrégats macroéconomiques tels que le produit intérieur brut (PIB)

par habitant n'englobent pas le travail non rémunéré, qui est en grande partie assumé par les femmes. Et de toute façon, la notion de bien-être est trop vaste pour n'être mesurée qu'en fonction de critères monétaires. Toutes ces considérations ont amené les chercheurs à conceptualiser autrement le bien-être des femmes et des hommes.

Les nouvelles méthodes d'analyse comparative du bien-être présentent des similitudes avec l'approche dite du développement humain. Dans cette approche, le développement est conçu comme l'élargissement des choix des individus grâce à l'accroissement des "capacités". Les capacités fondamentales sont celles qui permettent de vivre longtemps et en bonne santé, de se nourrir et de se vêtir convenablement, d'acquérir un savoir et d'accéder aux ressources et opportunités qui garantissent un niveau de vie convenable. D'autres capacités, plus difficiles à quantifier, sont celles d'avoir l'estime de soi, d'être traité dignement, d'être inséré dans le tissu social, c'est-à-dire de prendre soin d'autrui et de recevoir de l'aide ainsi que de ne pas être systématiquement exclu de la société pour cause de discrimination ou pour d'autres raisons. Elles comprennent aussi la liberté d'expression dans les sphères économique, sociale et politique: avoir le pouvoir et les moyens d'agir. Dans une telle optique, l'inégalité est synonyme d'absence de liberté car elle contribue à l'exclusion sociale et peut entraîner la subordination, l'impossibilité de faire entendre sa voix dans les champs politique et économique, voire la dégradation d'autres capacités fondamentales.<sup>1</sup> Cette conception du bien-être est complexe car elle s'étend au-delà du matériel, ce qui rend difficile sa traduction en indicateurs mesurables.

La plupart des analyses comparatives du bien-être selon le sexe évaluent les conditions d'existence des femmes non seulement dans l'absolu, mais aussi en comparaison avec celles des hommes pour apprécier le degré d'inégalité entre le bien-être des femmes et celui des hommes. La comparaison est nécessaire parce que les disparités altèrent et reflètent la dynamique du pouvoir qui détermine la répartition des ressources. Par exemple, les disparités de rémunération entre hommes et femmes peuvent être la cause d'un pouvoir de négociation inégal au sein du ménage et donc d'une répartition inégale des ressources de la famille, ce qui peut influencer sur le niveau de bien-être absolu des femmes. Il faut donc mesurer à la fois le bien-être absolu et le bien-être relatif, non seulement pour se faire une idée des conditions d'existence à un moment donné mais aussi pour voir comment les choses pourraient s'améliorer dans le temps.

Les travaux qui étudient l'équité entre les sexes dans le bien-être analysent trois aspects distincts mais complémentaires: les capacités, l'accès aux ressources et opportunités et l'autonomisation. La recherche empirique se fonde sur une définition plus étroite des capacités que les travaux sur le développement humain, et mesure les capacités fondamentales à l'aide d'indicateurs de santé, d'éducation et de nutrition. Le deuxième aspect est celui de l'égalité d'accès aux ressources (crédit, terre et biens matériels, par exemple) et aux opportunités ou occasions de gagner un revenu (sur le marché du travail, par exemple). Enfin, l'autonomisation, qui désigne la faculté d'opérer des choix parmi de nombreuses solutions toutes dignes d'intérêt mais qui aboutiront à résultats différents, est censée refléter l'influence relative des femmes et des hommes au sein des organes de décision.<sup>2</sup>

## INDICATEURS ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

Dans la pratique, le choix des indicateurs est déterminé par les données disponibles, encore qu'il soit possible, dans certains cas, de contourner cette difficulté en utilisant des données indirectes qui sont plus faciles à quantifier. Pour ce qui est des capacités, les indicateurs importants sont le niveau d'instruction et

le taux de scolarisation ainsi que l'espérance de vie et le rapport de masculinité. La mortalité maternelle peut également être utilisée; c'est un indicateur plus étroit car il rend compte de la condition féminine dans l'absolu plutôt que de l'inégalité entre les sexes. La santé et l'éducation sont de bons indicateurs de capacités qui non seulement ont une valeur intrinsèque mais sont également des conditions préalables pour engranger des ressources et participer à la prise de décision.

Les jeux de données existants posent un certain nombre de problèmes. Par exemple, le ratio filles/garçons dans les écoles reflète l'investissement éducatif mais comme il n'est pas étroitement corrélé avec les taux de réussite scolaire, il ne dit rien sur la qualité de l'enseignement ni sur l'assimilation des connaissances par les élèves.<sup>3</sup> Or les taux de réussite scolaire sont moins souvent disponibles que les taux de scolarisation. L'espérance de vie globale de chaque sexe, quant à elle, est utile comme indicateur de bien-être et aux fins de comparaison, mais elle masque les écarts de mortalité par âge. Par exemple, en Inde, la plus longue espérance de vie des femmes résulte dans une large mesure de la plus grande longévité des femmes âgées, qui "compense plus qu'avantageusement (sur le plan arithmétique) la plus faible longévité des femmes jeunes".<sup>4</sup>

Les inconvénients des problèmes de fiabilité et de comparabilité des données sont les mêmes dans le cas des indicateurs sociaux que dans celui des indicateurs économiques. Par exemple, très peu de pays en développement, sauf peut-être l'Inde, ont des systèmes d'enregistrement exhaustifs et fiables des naissances et des décès, qui permettent d'établir des profils démographiques. Et même pour ceux qui ont des registres complets, les estimations de la mortalité et de l'espérance de vie que produisent les institutions internationales ne sont pas toujours exactes à cause de l'utilisation excessive de tables de mortalité types.<sup>5</sup> Beaucoup de statistiques utilisées pour calculer la mortalité des moins de cinq ans se fondent sur des modèles mathématiques plutôt que sur des données actualisées.<sup>6</sup>

L'égalité d'accès des hommes et des femmes aux ressources et aux opportunités est elle aussi difficile à évaluer pour les mêmes raisons. En effet, les calculs sont très souvent effectués à partir des chiffres du marché du travail et notamment des taux d'activité et d'emploi. La pénurie de données sur le chômage,

sur la durée du travail rémunéré et non rémunéré, sur la sécurité de l'emploi et sur les salaires ne permet pas de se faire une idée précise des débouchés qui existent sur les marchés du travail. Idéalement, pour avoir une vue d'ensemble de l'inégalité des chances, ces données devraient être combinées avec des informations sur la ségrégation professionnelle. Parmi toutes ces variables, il faudrait surtout améliorer les données concernant les disparités de rémunération entre les sexes par branche d'activité et par catégorie professionnelle, et aussi le chômage, pour évaluer la situation au regard de l'emploi. Pour les pays dans lesquels la population gagne sa vie par d'autres moyens, dans de petites exploitations agricoles, par exemple, des informations sur l'accès des femmes à la terre, au travail, au capital et aux récoltes seraient utiles mais existent rarement. Tout cela montre combien les données nécessaires pour analyser l'évolution de l'accès aux ressources et aux opportunités sont lacunaires.

L'autonomisation est un processus dynamique, le pouvoir étant exercé dans différents contextes tels que le ménage, les sphères économique, juridique et politique ainsi que les institutions culturelles (organismes religieux).<sup>7</sup> Dans ce domaine, l'analyse quantitative des tendances n'est pas aisée parce que la construction d'indicateurs de l'autonomisation en est encore à ses débuts. En outre, la restitution sous forme d'indicateurs de phénomènes de changement social tels que l'autonomisation, est en soi difficile. Par conséquent, pour comparer le degré d'autonomisation atteint dans différents pays et en analyser l'évolution dans le temps, il faut rechercher des indicateurs indirects qui rendent compte de l'aptitude des femmes à faire des choix dignes de ce nom et à influencer sur la prise de décision. L'indicateur le plus fréquemment utilisé, qui existe pour tous les pays, est la proportion de sièges parlementaires détenus par des femmes. C'est un indicateur imparfait car il ne dit pas si les femmes parlementaires ont une influence sur la forme et le contenu des décisions prises. Cependant, nous l'avons vu, les organes politiques nationaux, de certains pays au moins, ont perdu une partie de leur pouvoir économique pendant la période d'intégration internationale.

D'autres indicateurs d'autonomisation ont été utilisés, mais à une moindre échelle. Par exemple, l'âge des femmes et des hommes au premier mariage donne une idée du pouvoir de

négociation au sein du ménage, qui a des répercussions sur la répartition des ressources et les opportunités. Cet indicateur est sans doute parlant pour les pays en développement qui dépendent principalement de l'agriculture mais n'est pas très utile pour comparer l'évolution des conditions d'existence à l'échelle mondiale. L'indépendance économique des femmes peut être mesurée à la proportion de postes d'encadrement et de direction que celles-ci détiennent. Toutefois, il existe peu de données à ce propos et c'est une variable qui est peut-être plus significative pour les pays dont le marché du travail est très diversifié que pour ceux dans lesquels le secteur agricole est dominant. En outre, la violence envers les femmes est désormais considérée comme un indicateur de subordination,<sup>8</sup> car elle empêche les femmes d'utiliser leurs capacités et de saisir leurs chances. Il a été estimé que, dans le monde, la violence cause autant de décès que le cancer chez les femmes en âge de procréer.<sup>9</sup> Des données précises sur cette violence seraient une bonne source de renseignement sur la condition et le bien-être des femmes mais elles sont difficiles à collecter, d'une part parce que les dénonciations sont insuffisantes et, d'autre part, parce que la désagrégation de la violence en actes singuliers est un exercice compliqué. En résumé, il existe encore peu de données comparables entre pays mais la recherche fait des progrès.

## CONDITIONS D'EXISTENCE: DIMINUER LE FOSSÉ EXISTANT ENTRE FEMMES ET HOMMES

Lorsque l'on analyse les conditions d'existence, il faut avoir présent à l'esprit le fait que les progrès réalisés dans un domaine peuvent cacher des retards ou des échecs dans d'autres. Par conséquent, pour avoir une idée complète de la situation comparée des femmes et des hommes, il convient d'évaluer les progrès non seulement en fonction d'indicateurs isolés mais aussi au regard d'une série de critères appliquée aux trois aspects définis ci-dessus. Néanmoins, avant de procéder à l'analyse globale, il est utile de passer en revue l'évolution enregistrée pour chacun de ces aspects.

## Les capacités

Plusieurs rapports des Nations Unies qui ont analysé les tendances de l'espérance de vie et de l'éducation, font état d'un recul des inégalités.<sup>10</sup> Il y a toutefois des exceptions notables. Les ratios filles/garçons dans l'enseignement secondaire ont décliné ces dernières années dans certains pays, notamment dans les régions de l'Asie centrale et orientale (sept pays), de l'Afrique subsaharienne (dix pays), de l'Europe orientale (six pays), de l'Amérique latine et des Caraïbes (six pays) et de l'Asie et du Pacifique (deux pays).<sup>11</sup> Ce sont des résultats inquiétants et déroutants qui contredisent l'idée selon laquelle l'égalité des sexes progresse lentement mais sûrement grâce à l'évolution des normes sociales et des règles institutionnelles qui désavantagent les femmes. L'observation de reculs substantiels en peu de temps démontre que les améliorations ne sont ni stables ni durables. Un examen attentif de ces reculs est nécessaire pour mieux comprendre le jeu des forces qui nuisent au progrès.

La persistance de l'inégalité entre les sexes est confirmée par des études récentes qui ont mis en évidence un déclin du ratio femmes/hommes dans la population de certains pays, y compris des pays dont le PIB par habitant est en augmentation comme la Chine, l'Inde et la République de Corée ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine.<sup>12</sup> Ce déclin a différentes causes. Un faible rapport de masculinité est souvent le signe d'une surmortalité infanto-juvénile chez les filles, principalement due à un parti pris sexiste dans l'accès aux soins de santé. Mais, dans certains pays au moins, il résulte aussi de la pratique d'avortements sélectifs, essentiellement pour éviter les premières naissances féminines au sein d'une fratrie.<sup>13</sup> Cela montre bien que la croissance ne peut à elle seule améliorer la condition féminine et qu'elle peut même s'accompagner d'une détérioration de la situation des femmes par rapport à celle des hommes.

En outre, les statistiques catastrophiques de l'Afrique et de l'Asie sur les décès, les infirmités et les maladies chroniques résultant de complications qui auraient pu être évitées pendant la grossesse ou l'accouchement prouvent que les femmes n'ont toujours pas accès aux soins obstétricaux de base et d'urgence

ni, plus généralement, à des services de santé génésique.<sup>14</sup> A ces problèmes s'ajoute le VIH/sida qui constitue désormais un grave problème de santé en Afrique où le taux de contamination des femmes (55 pour cent des personnes infectées) dépasse celui des hommes.<sup>15</sup> Cette situation traduit le déséquilibre des rapports de force entre hommes et femmes, ces dernières étant encore bien souvent dans l'impossibilité de se soustraire aux relations sexuelles ou de faire en sorte que ces relations soient sans danger. L'épidémie alourdit énormément les tâches d'assistance des femmes et les plus âgées d'entre elles doivent de plus en plus souvent s'occuper d'enfants orphelins.

En revanche, les femmes ont dépassé les hommes dans plusieurs catégories de capacités. Le cas le plus fréquemment évoqué est celui du taux d'inscription des femmes dans les établissements d'enseignement, désormais supérieur à celui des garçons dans certains pays. Une analyse a montré qu'en 1999-2000, le ratio de scolarisation filles/garçons était de un ou plus dans 72 pays sur 191, ce qui indique une parité entre les sexes ou un différentiel en faveur des filles dans le secondaire.<sup>16</sup> Prise isolément, cette statistique pourrait être interprétée comme la preuve que l'égalité des sexes progresse et que les conditions d'existence des femmes s'améliorent dans l'absolu. Cependant, d'autres données démentent une telle interprétation. Par exemple, seulement un tiers de ces 72 pays ont des taux de scolarisation féminins élevés (plus de 90 pour cent). En outre, dans certains pays, des Caraïbes notamment, un ratio supérieur à un résulte de l'abandon scolaire des garçons pour diverses raisons parmi lesquelles, pour certains d'entre eux du moins, l'exercice d'une activité lucrative.

En résumé, bien que certains signes indiquent une réduction des inégalités, surtout dans le domaine de l'éducation, l'écart entre les taux de scolarisation des filles et des garçons dans le secondaire s'est accentué dans certains pays au cours de la décennie écoulée. De même, l'accroissement de l'écart femmes/hommes dans les ratios démographiques montre que les progrès sont inégaux et qu'ils peuvent même s'inverser.

## L'accès aux ressources et opportunités

Les capacités ne se traduisent pas automatiquement par une amélioration des chances, surtout dans les économies à croissance lente où la modicité des ressources économiques, qui vont parfois en s'amenuisant, crée des tensions sociales. Les normes qui régissent les rapports sociaux entre les sexes jouent alors un rôle important dans la répartition des ressources et des emplois. Par exemple, selon les *World Values Surveys* de 1995-97, un pourcentage non négligeable d'hommes (40 pour cent contre 32 pour cent des femmes) estiment que lorsque les emplois sont rares, les hommes ont un droit de priorité sur les postes existants.

C'est ce qui s'est passé en Amérique latine et aux Caraïbes lors de la montée du chômage enregistrée de 1990 à 2002 dans 13 des 18 pays pour lesquels des données existaient : dans dix de ces 13 pays, le taux de chômage des femmes a beaucoup plus augmenté que celui des hommes.<sup>17</sup>

Les chiffres du chômage ne suffisent pas pour mesurer l'inégalité des chances, d'une part parce qu'ils ne sont pas souvent disponibles et, d'autre part, parce que les difficultés auxquelles les femmes se heurtent pour accéder à un travail rémunéré conduisent souvent celles-ci à abandonner leur recherche d'emploi et que de ce fait, les taux de chômage féminin sont artificiellement bas. Certaines optent pour une activité "indépendante" dans l'économie informelle, ce qui équivaut en général à un chômage déguisé dont l'ampleur n'est pas connue, faute de données. On peut malgré tout considérer les chiffres du chômage, lorsqu'ils existent, comme une estimation minimale de la pénurie d'emplois correctement rémunérés, dont souffrent les femmes. La surreprésentation des femmes dans les activités improvisées et très peu lucratives du secteur informel donne à penser que leurs taux de chômage réels sont plus élevés.

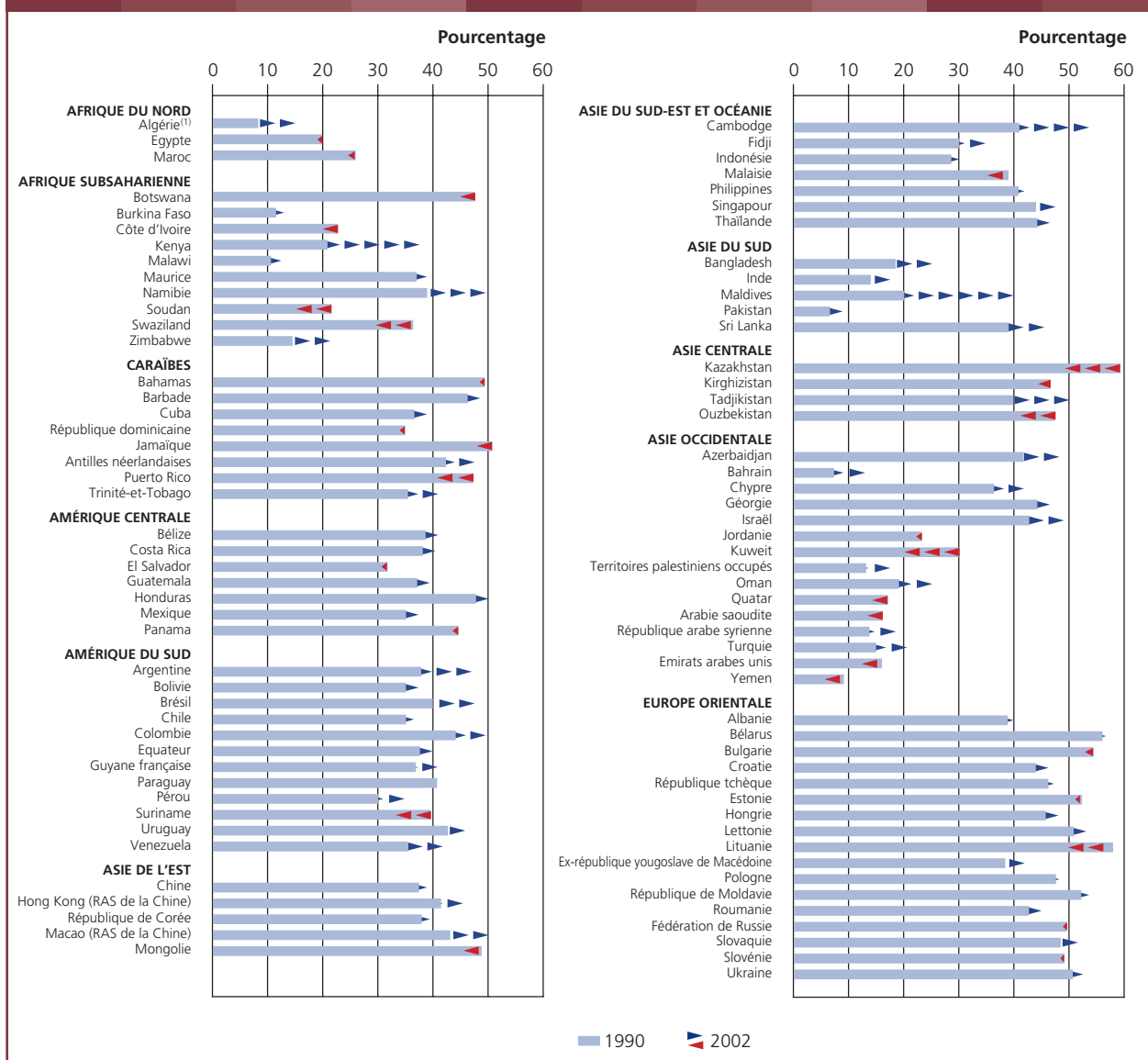
Un autre moyen d'évaluer les possibilités qui s'offrent aux femmes consiste à mesurer la place que celles-ci occupent dans l'emploi rémunéré. Cette méthode, qui ne résout pas complètement le problème de l'indigence des données, prend en considération les personnes qui perçoivent un salaire en échange de leur travail (à la différence des indépendants). Dans ce cas, tout indique que l'accès des femmes à l'emploi rémunéré s'est amé-

lioré dans un certain nombre de pays, encore que les progrès soient inégaux et qu'il y ait parfois des régressions. Ainsi, selon un rapport sur les progrès accomplis en vue de la réalisation du troisième Objectif de développement pour le Millénaire (promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes), la proportion de femmes titulaires d'un emploi non agricole a augmenté dans 81 des 124 pays qui ont des données pour 1990 et 2002, et a diminué dans 30 pays.<sup>18</sup> La figure 4.1 montre la part des femmes dans l'emploi salarié pour les années 1990 et 2002. Les régions qui doivent retenir l'attention sont celles dans lesquelles la proportion de femmes dans l'emploi salarié non agricole est inférieure à 25 pour cent, problème qui reste aigu dans certains pays d'Asie du Sud, d'Asie orientale et d'Afrique.

Comme on l'a vu au chapitre 3, la part de l'emploi des femmes dans l'emploi manufacturier a également diminué dans les économies semi-industrialisées les plus avancées à partir du début des années 1990.<sup>19</sup> Une croissance lente ou un déclin de l'emploi féminin dans le secteur manufacturier a amené les femmes soit à quitter le marché du travail soit à s'orienter vers le secteur tertiaire. Cependant, les emplois du secteur tertiaire n'offrent pas tous des conditions de travail décentes. Dans certains cas, des femmes ayant un bon niveau d'instruction ont trouvé un emploi dans les services financiers, où les conditions de travail sont en général favorables. Des emplois ont aussi été créés dans les secteurs d'exportation de services tels que l'informatique, le traitement de données et les centres d'appel, où les conditions de travail peuvent sembler meilleures que dans les secteurs d'exportation de produits manufacturés. Néanmoins la pression qui s'exerce sur les salaires est la même dans la mesure où la concurrence entre pays en développement restreint considérablement le pouvoir de négociation des femmes.<sup>20</sup>

Une autre branche d'exportation de services—le tourisme—commence à absorber une importante main-d'œuvre féminine. Les conditions y sont peut-être bonnes dans le secteur structuré mais il s'agit souvent d'emplois saisonniers et précaires. D'autres femmes, en particulier celles qui ont un niveau d'instruction secondaire ou inférieur et qui ne trouvent pas de travail dans le secteur manufacturier, vont exercer une activité tertiaire dans le secteur informel, où l'emploi est parfois précaire et mal rétribué, ou encore "indépendant" sans aucune garantie.

**Figure 4.1 Emploi salarié des femmes dans les secteurs non agricoles en pourcentage de l'effectif total des salariés (1990-2002)**



Notes: Les pays d'Europe occidentale et d'autres régions développées ne sont pas inclus dans cette figure. Aucun de ceux pour lesquels des données étaient disponibles n'ont enregistré de recul de l'emploi salarié des femmes dans les secteurs non agricoles.

(1) Chiffres de 2001 et non de 2002.

Source: BIT 2004c.

Il existe peu de données sur l'emploi agricole mais il y a lieu de penser que la proportion de femmes qui exercent un emploi dans ce secteur a augmenté. Cela est peut-être dû en partie à l'expansion de la culture de produits d'exportation à forte valeur ajoutée dans différentes régions telles que l'Asie, l'Afrique subsaharienne et surtout l'Amérique latine, où les femmes sont souvent employées comme main-d'œuvre temporaire (voir le chapitre 6).<sup>21</sup> Dans d'autres pays, d'Amérique centrale et d'Afrique notamment, l'émigration des hommes a entraîné une augmentation du nombre de femmes qui assument seules la responsabilité du ménage ainsi que des taux d'activité féminins dans l'agriculture (voir le chapitre 6). En pareils cas, la charge de travail globale des femmes est considérablement alourdie. Voilà pourquoi la simple augmentation de la part des femmes dans l'emploi n'est pas forcément le signe d'une amélioration de la condition féminine.

Les données sur les écarts salariaux sont utiles pour comparer l'égalité des chances des femmes et des hommes mais elles n'existent pas en quantité suffisante pour permettre une analyse exhaustive. D'après celles qui sont disponibles, il semble que ces écarts se réduisent dans de nombreux pays, à de notables exceptions près. Cependant, compte tenu du rapprochement des niveaux d'instruction, cette réduction des écarts entre les salaires des femmes et des hommes ne reflète pas nécessairement un recul de la discrimination. À vrai dire, les simples ratios des salaires féminins sur les salaires masculins pourraient même dissimuler une aggravation de l'exploitation des femmes. On l'a vu au chapitre précédent, des études de pays qui isolent les effets de la libéralisation du commerce, démontrent que la composante discrimination des écarts salariaux se renforce dans plusieurs pays. La constatation d'une plus grande exploitation salariale des femmes dans certaines économies à croissance rapide, parmi lesquelles la Chine et le Viet Nam, et le creusement des écarts au Chili, incitent à la prudence quant aux effets bénéfiques de la libéralisation des échanges sur la qualité de vie des femmes.

Le tableau 4.1 compare l'évolution de certains indicateurs de bien-être en Amérique latine, aux Caraïbes et en Asie. Cette comparaison est intéressante parce que, depuis deux décennies, la croissance est léthargique en Amérique latine

mais vigoureuse dans l'ensemble des économies asiatiques, alors même que parmi ces dernières, beaucoup ont préféré la régulation des marchés au modèle néolibéral. Il en ressort que tous les indicateurs sauf deux—la fécondité et le taux d'activité—se sont détériorés aussi bien dans les économies à croissance lente que dans les économies à croissance rapide. Par exemple, le ratio démographique femmes/hommes a diminué dans 8 pays sur 21 et le ratio de scolarisation femmes/hommes dans le secondaire a aussi décliné dans plusieurs pays. L'aggravation de l'écart entre les taux de chômage féminin et masculin, observée dans 14 des pays étudiés, mérite d'être soulignée. Elle tranche avec l'augmentation du taux d'activité des femmes par rapport à celui des hommes, indiquant que le nombre de femmes en quête d'emploi augmente mais qu'une plus faible proportion de femmes que d'hommes réussissent à trouver un emploi.

## L'autonomisation

La plupart des indicateurs utilisés pour mesurer l'autonomisation sont des indicateurs indirects, souvent imparfaits, qui donnent une idée de l'évolution de l'aptitude des femmes à influencer sur les décisions qui ont un impact sur leur propre existence et sur celle d'autrui. Le plus fréquemment utilisé est la proportion de sièges parlementaires détenus par des femmes (voir la section 3), dont on peut supposer qu'associée au développement des capacités et des opportunités des femmes dans d'autres domaines, elle améliorera la condition féminine et favorisera l'insertion des femmes dans les organes directeurs des institutions économiques et politiques. D'autres moyens novateurs sont désormais utilisés dans de nombreux pays pour mesurer l'autonomisation; ce sont par exemple le taux de prévalence de la contraception et différentes bases de données qui récapitulent les droits politiques des femmes (droit de vote et participation à la vie politique, sur un pied d'égalité avec les hommes) et les droits sociaux (droits égaux à l'héritage et au libre choix d'un partenaire).

Différents rapports des Nations Unies constatent que la proportion de sièges parlementaires détenus par des femmes, donnée largement disponible, a augmenté dans bon nombre de

**Tableau 4.1 Evolution des indicateurs de bien-être des hommes et des femmes (1970-99)**

	Ratio démographique F/H <sup>(1)</sup>	Fécondité	Ratio de scolarisation F/H dans le secondaire	Ratio du nombre total d'années de scolarité F/Ht	Part des femmes dans la population active	Part des femmes dans l'emploi non agricole <sup>(2)</sup>	Ratio du taux de chômage F/H <sup>(3)</sup>
Argentine	0,05	-0,6	-0,06	0,06	7,84	3,69	0,11
Bahamas	0,01	-1,3	-0,10	0,10	7,16	-1,74	0,61
Barbade	-0,06	-1,3	0,03	-0,04	6,02	1,97	0,08
Belize	-0,03	-3,8	-0,08	-0,08	3,16	-7,44	0,43 <sup>(4)</sup>
Bolivie	-0,02	-2,6	0,15	0,18	5,90	2,05	0,35
Brésil	0,02	-2,8	0,14	-0,08	11,74	3,04	0,66
Chili	-0,01	-1,8	-0,13	0,03	10,84	0,73	-0,17
Colombie	0,01	-2,9	0,14	0,28	14,24	5,89	-0,06
Costa Rica	0,01	-2,4	0,05	0,00	12,70	—	0,13
El Salvador	0,05	-3,2	0,08	0,32	15,42	2,98	-1,42
Equateur	0,00	-3,2	0,19	0,09	9,18	2,64	-0,19
Honduras	0,00	-3,3	0,33	-0,20	9,10	2,37	-0,14
Hong Kong (RAS de la Chine)	0,03	-2,4	0,28	0,24	2,30	5,76	-0,32
Indonésie	0,00	-2,9	0,44	0,21	10,38	-0,20	—
Jamaïque	-0,03	-2,9	0,05	0,04	3,20	2,24	-0,13
Malaisie	-0,01	-2,4	0,42	0,34	6,68	0,68	—
Mexique	0,05	-4,1	0,39	0,27	13,80	1,66	-0,19
Panama	0,02	-2,7	-0,05	0,00	9,82	0,09	0,17
Paraguay	-0,04	-3,4	0,02	0,10	3,40	1,86	-0,06
Pérou	0,03	-3,4	0,17	0,16	8,66	—	—
Philippines	0,00	-2,2	0,07	0,03	4,78	0,17	-0,42
Rép. de Corée	0,00	-2,7	0,35	0,21	9,10	1,08	0,09
République dominicaine	0,00	-3,3	-0,11	0,08	8,24	-6,28	0,36
Singapour	0,04	-1,6	-0,02	0,22	13,16	-0,96	0,34
Sri Lanka	0,11	-2,1	0,00	0,04	11,40	-2,70	-0,88
Thaïlande	0,00	-3,5	0,16	0,11	-1,88	1,73	-0,14
Trinité-et-Tobago	-0,02	-1,8	0,01	0,11	4,50	4,25	0,05
Uruguay	0,05	-0,7	0,15	0,04	15,24	4,25	0,17
Venezuela	0,01	-2,5	0,35	0,04	13,96	4,60	0,43

Notes: L'évolution est calculée en faisant la différence entre la valeur d'un indicateur en 1999 et sa valeur en 1970 (à moins qu'une autre date ne soit indiquée). Par exemple, pour l'Argentine, le ratio démographique femmes/hommes a augmenté de 0,05 points (de 0,99 en 1970 à 1,04 en 1999).

(1) Le ratio démographique désigne ici le nombre de femmes par rapport au nombre d'hommes.

(2) Données de 1990 à 2000 ou à la dernière année disponible.

(3) Données de 1990 à 1999.

(4) Données de 1993 à 1999.

Sources: Seguino 2003a, 2002; les chiffres du chômage sont tirés de CEPAL 2004; Banque mondiale 2004a; et BIT 2004b.

pays (voir la section 3). Cette augmentation est, certes, encourageante mais les nombreux reculs observés prouvent une fois de plus que les progrès accomplis dans la recherche de l'égalité des sexes ne sont pas nécessairement permanents ni stables, et que les acquis sont fragiles. En outre, les données indiquent qu'elle n'est pas liée au PIB par habitant, généralement utilisé

comme indicateur de croissance et de développement. Ainsi, de 1995 à 2004, la proportion de femmes parlementaires a légèrement diminué en Chine malgré une croissance économique rapide, alors que pendant la même période elle a augmenté dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, alors en état de stagnation économique.

L'influence considérable qu'exercent les institutions financières internationales sur la politique économique des pays restreint souvent le pouvoir du parlement dans ce domaine et cela d'autant plus que de nombreux pays sont désormais liés, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), par les accords commerciaux, légalement contraignants, du Cycle d'Uruguay.

Néanmoins, la Banque mondiale a tenté d'accroître la participation aux décisions politiques par le biais des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP). Dans ce contexte, elle accorde une aide financière aux gouvernements des pays en développement pour qu'ils définissent une stratégie de lutte contre la pauvreté en indiquant les ressources budgétaires dont ils ont besoin et en mettant en place un mécanisme de suivi pour évaluer les résultats obtenus au regard des objectifs fixés. Cette stratégie est élaborée de concert avec la société civile.

Cependant, bien que les DSRP soient censés faire l'objet d'un processus de consultation, des doutes ont été émis quant au caractère participatif de ce processus. Bien souvent en effet, les assemblées législatives ne participent pas aux décisions concernant les grandes orientations de ces stratégies et, selon certains observateurs, les avis de la société civile ne sont pas pris en compte. Il a été signalé que, d'une manière générale, la consultation des organisations féminines était très faible à tous les stades du processus, ce qui limitait l'intervention des femmes dans la prise de décision. Plutôt que de faciliter le débat démocratique sur l'orientation de la politique macroéconomique, ces documents incorporent souvent les mesures imposées par le FMI aux pays emprunteurs.<sup>22</sup>

L'analyse de 15 DSRP intérimaires et de trois DSRP achevés, réalisée au début de 2001 par la Division de l'égalité des sexes de la Banque mondiale, a montré que moins de la moitié évoquaient la question des rapports sociaux entre les sexes dans leur diagnostic de la pauvreté. Et ceux qui intégraient l'analyse par sexe dans les sections concernant la stratégie de lutte contre la pauvreté, l'affectation des ressources ou le suivi et l'évaluation, étaient encore moins nombreux. En revanche, la question des disparités entre les sexes était mieux prise en compte dans les parties concernant la santé, la nutrition et la

démographie ainsi que, dans une certaine mesure, l'éducation. Mais elle ne figurait pas parmi les enjeux de la politique macroéconomique ni de la politique de développement. Les évaluations indépendantes des DSRP font le même constat.<sup>23</sup> Compte tenu des conséquences de la politique macroéconomique sur le sort des femmes et étant donné que les prescriptions du FMI et de la Banque mondiale ne sont guère négociables, les DSRP ne semblent pas, pour l'instant, être des instruments utiles pour l'autonomisation des femmes.

## QUELLES STRATÉGIES MACROÉCONOMIQUES POUR UN DÉVELOPPEMENT FAVORABLE À L'ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES?

L'égalisation des conditions d'existence des hommes et des femmes requiert des stratégies qui visent à améliorer les capacités des femmes et les possibilités qu'elles ont de s'en servir pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Que ce soit par l'amélioration des capacités ou par celle des moyens de subsistance, le but est d'accroître le bien-être des femmes dans l'absolu et par rapport à celui des hommes, de manière, entre autres, à renforcer leur pouvoir de négociation au sein du ménage et d'autres institutions sociales.

Une hypothèse plausible serait que les conditions d'existence des femmes ont le plus de chances de s'améliorer et les diverses formes d'inégalité entre les sexes de s'aplanir dans un climat de stabilité macroéconomique, lorsque la croissance économique est relativement rapide et que l'environnement climat économique international est favorable, et grâce à des créations d'emplois dans le secteur structuré, à une fiscalité et à des dépenses publiques redistributives ainsi qu'à des mesures sociales conçues pour les femmes.

## La croissance économique suffit-elle pour accroître le bien-être des femmes et réduire les inégalités entre les sexes?

Au vu de l'amélioration non négligeable de certains indicateurs du bien-être et de l'insuffisance des résultats obtenus pour d'autres, il est essentiel de comprendre les mécanismes qui ont contribué au rapprochement des conditions d'existence des femmes et des hommes. Une question se pose en particulier: ce rapprochement résulte-t-il de la mondialisation et des tendances de l'emploi ou plutôt d'autres facteurs tels que l'action de mouvements politiques et sociaux égalitaires? Plusieurs auteurs ont tenté de mettre à jour ces mécanismes.

La thèse des partisans de la mondialisation est que la politique de libéralisation et d'intégration économique internationale améliore les conditions d'existence des femmes. Grâce à cette politique, ont-ils coutume d'affirmer, les femmes ont davantage accès à l'emploi et elles bénéficient en outre de l'accélération de la croissance, obtenue en laissant le marché fixer "le juste prix". La Banque mondiale, qui fait partie des grands défenseurs de cette thèse, affirme que plus le PIB par habitant d'un pays est élevé, plus ce pays se rapproche de l'égalité des sexes. Selon elle, la recherche de la croissance économique via la libéralisation est donc utile pour égaliser les conditions d'existence des femmes et des hommes.

Toutefois, l'analyse de la Banque passe outre le fait que la récente phase d'intégration économique mondiale n'a pas eu d'effet positif sur la croissance économique (voir le chapitre 2). En outre, elle fonde son argumentation sur des données empiriques restreintes, à savoir l'observation d'une corrélation positive entre, d'une part, l'amélioration du ratio filles/garçons dans l'enseignement secondaire et l'allongement de l'espérance de vie, et d'autre part, l'augmentation du PIB par habitant. Ce faisant, elle n'évalue pas les effets du développement économique et de la croissance sur les aspects de caractère plus "économique", tels que la part des femmes dans l'emploi, les écarts salariaux entre hommes et femmes ou d'autres indicateurs de l'inégalité d'accès au revenu.

En particulier, cette analyse fait abstraction du fait que dans la majorité des cas (sauf dans certaines économies asiatiques), le PIB par habitant a progressé avant la mondialisation<sup>24</sup> Par conséquent, les données n'indiquent qu'une corrélation entre la croissance de la période qui a précédé la mondialisation et le degré actuel d'équité entre les capacités des deux sexes, et elles ne disent pas comment les orientations macroéconomiques actuelles peuvent influencer sur le bien-être.

A l'évidence, l'information que l'on peut obtenir en utilisant un seul indicateur, ou même une catégorie d'indicateurs, pour retracer l'évolution du bien-être des femmes dans le temps, est insuffisante. En effet, certains indicateurs peuvent s'améliorer en même temps que d'autres se détériorent. C'est pour cela et aussi pour permettre des comparaisons internationales, que des indicateurs composites, regroupant les trois aspects—capacités, opportunités et autonomisation—ont été construits. Plusieurs sont actuellement utilisés.

L'indice sexospécifique du développement humain (ISDH) est calculé comme l'indice de développement humain (IDH) mais il est ajusté pour refléter le degré d'inégalité entre les hommes et les femmes. Les classements selon l'IDH—fondés sur la mesure de l'espérance de vie, de l'éducation et du PIB par habitant—sont corrigés ou révisés à la baisse en fonction du degré d'inégalité entre les capacités fondamentales des deux sexes. En ce sens, l'ISDH n'est pas un indicateur d'inégalité à proprement parler mais plutôt un indicateur de développement humain qui rend compte de la disparité des conditions d'existence des femmes et des hommes. En effet, le poids du PIB dans l'IDH et l'ISDH dilue la mesure de l'inégalité, c'est-à-dire que l'évaluation du bien-être reste soumise à la tyrannie du PIB. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) utilise un autre indicateur synthétique, l'indice de participation des femmes (IPF), qui mesure le degré d'inégalité dans le pouvoir économique et politique. Bien que différent de l'ISDH (axé sur les capacités fondamentales et le niveau de vie), l'IPF est lui aussi pondéré en fonction du PIB par habitant, ce qui l'expose aux mêmes critiques.

De nouveaux indices composites ont été proposés pour évaluer exclusivement les inégalités sur les plans des capacités, des opportunités et de l'autonomisation. Ainsi, l'indicateur

normalisé d'égalité des sexes (*Standardized Indicator of Gender Equality*—SIGE) englobe cinq composantes du bien-être: 1) le niveau d'instruction, mesuré par le rapport entre les taux d'alphabétisation et les ratios filles/garçons dans l'enseignement primaire et secondaire; 2) l'espérance de vie; 3) le taux d'activité; 4) la proportion de femmes exerçant des professions techniques et libérales et occupant des postes d'administrateur et de cadre dirigeant; et 5) la proportion de femmes parlementaires.<sup>25</sup>

Sur la base de cette méthode d'évaluation plus complète du bien-être, une étude met en relation l'indice SIGE et les taux de croissance du PIB enregistrés de 1975 à 1995 dans 95 pays, ordonnés en quatre groupes (ou quartiles), allant du plus pauvre au plus riche, d'après le revenu par habitant.<sup>26</sup> Dans l'ensemble, les pays classés dans un même groupe ont plus ou moins la même structure économique et, selon une règle empirique, plus le PIB par habitant d'un pays est élevé, plus ce pays est industrialisé. Ce regroupement des pays en fonction du PIB par habitant est un bon moyen de repérer la relation qui existe entre l'égalité des sexes et la croissance à chaque niveau de développement puisque, le rôle des femmes dans l'économie variant selon la structure économique, on peut supposer que l'impact de la croissance sur l'équité entre les sexes variera lui aussi. En corrélant les taux de croissance du PIB de la période 1975-95 avec l'indice composite du bien-être de chaque groupe de pays pour voir si des taux de croissance élevés correspondent à une plus grande égalité des sexes, l'étude aboutit à des résultats en demi-teinte. La corrélation n'est positive que dans le premier et le troisième groupes qui ont le revenu le plus élevé et elle est négative dans les deux autres. Il y a donc lieu de penser qu'au sein de ces deux derniers groupes (composés des pays les plus pauvres au regard du revenu par habitant, qui sont principalement des économies agricoles tributaires de l'exportation d'un produit de base et les économies semi-industrialisées d'Asie et d'Amérique latine), les pays qui ont connu la croissance la plus rapide entre 1975 et 1995, période d'intégration économique internationale, sont ceux dans lesquels l'égalité des sexes a le moins progressé.

Les quelques études régionales réalisées récemment sur ce sujet, parviennent aux mêmes conclusions. En Amérique latine et aux Caraïbes, certaines disparités se sont réduites mais les

progrès, mesurés à l'aide de neuf indicateurs de bien-être, sont inégaux. Et la situation s'est parfois aggravée, auquel cas la croissance économique non seulement n'a pas eu d'effet bénéfique sur l'égalité des sexes en général mais encore a eu un effet négatif sur certains indicateurs. En revanche, l'augmentation des dépenses publiques et l'accroissement du taux d'activité des femmes ont été salutaires. Il a été démontré qu'en Asie, les pays dans lesquels l'écart entre les conditions d'existence des femmes et des hommes s'est le plus réduit, mesuré à l'aide d'un indice composite, sont ceux qui ont eu les taux de croissance économique les plus faibles au cours de la période 1970-1990.<sup>27</sup>

L'ensemble des résultats présentés ici doivent être considérés avec prudence, surtout à cause de la fragilité des bases de données à partir desquelles sont construits les indicateurs. De plus, l'association de différents phénomènes (mise en évidence par des corrélations) n'implique pas obligatoirement un rapport de causalité; elle peut en réalité être due à un troisième facteur non décelé. Néanmoins, ces résultats corroborent la thèse selon laquelle la croissance économique et le changement structurel ne suffisent pas pour instaurer l'égalité des sexes. Seuls des jeux de données plus solides ainsi que des recherches et une analyse plus poussées permettront d'obtenir une réponse plus précise.

## **Autres moyens d'action au service de l'égalité des sexes**

Comme pour toute mesure macroéconomique efficace, l'élaboration de mesures macroéconomiques équitables pour les deux sexes est en quelque sorte un art puisqu'il n'existe pas de recette toute faite. Les options retenues ainsi que le poids relatif et l'enchaînement des différents éléments d'un même programme d'action dépendent de nombreux facteurs: l'histoire du pays et la trace qu'elle a laissée dans les structures politiques, sociales et économiques ainsi que la position de ce pays dans l'ordre mondial et toute la constellation de forces sociales et politiques. C'est pourquoi, lorsque l'on propose des changements, il faut éviter de les présenter comme des remèdes universels et de commettre ainsi la même erreur que les courants orthodoxes.

Néanmoins, un rapport tel que celui-ci peut utilement attirer l'attention sur des objectifs largement partagés tout en soutenant l'idée que les différents acteurs politiques ont à leur disposition une vaste gamme d'instruments à utiliser en fonction de leurs moyens. De plus, en règle générale, les mesures adoptées doivent tenir compte de certaines contraintes concernant la production, la répartition et la protection sociale ainsi que de leurs exigences et conséquences différentes pour les hommes et pour les femmes. Lorsque l'on envisage des mesures qui touchent chacun de ces aspects, il est bon d'avoir présent à l'esprit le fait que pour obtenir de bons résultats, il est important de jouer sur les points communs de sorte que ces mesures aillent dans le même sens ou, au moins, ne s'annulent pas les unes les autres.

Cela étant dit, il y a un certain nombre de principes à respecter. Pour qu'une politique soit efficace, le nombre des instruments doit au moins correspondre à celui des objectifs. Cela suppose un ensemble imaginatif de stratégies qui garantissent les avantages d'une réglementation sans compromettre les avantages potentiels de la libéralisation du marché. En effet, la libéralisation peut, dans de bonnes conditions, offrir les avantages d'une plus grande efficacité et d'un accroissement des débouchés, mais elle comporte aussi des coûts économiques et sociaux.

Le rôle de la réglementation est de réduire suffisamment ces coûts pour que l'effet net soit un environnement macroéconomique dans lequel le capital jouit de la souplesse nécessaire pour élever les niveaux de vie, mais sans porter préjudice aux populations vulnérables. En outre, l'État doit avoir la marge de manœuvre nécessaire pour mettre en place des dispositifs de protection sociale efficaces à l'intention des catégories qui ne bénéficieraient pas des avantages ou dont la situation se dégraderait fortement. Or, nous l'avons vu, les mesures macroéconomiques de ces deux dernières décennies non seulement ont considérablement réduit le nombre d'instruments à la disposition des pouvoirs publics, mais encore ont restreint le champ d'action de l'État et les moyens permettant de faire face à la détérioration de la situation sociale.

Il est évident que l'adoption d'un vaste objectif consistant à placer l'égalité des femmes et des hommes au centre des stratégies de développement économique et de transformation structurelle requiert tout un éventail d'instruments dont certains

doivent être spécialement conçus pour vaincre les inégalités et les obstacles découlant des différences socioculturelles entre les deux sexes.

L'examen, dans ces trois premiers chapitres, de la relation entre la politique macroéconomique et la problématique hommes-femmes, a montré que la méthode orthodoxe ou néolibérale, fondée sur la rigueur monétaire et budgétaire ainsi que sur la liberté du commerce et des mouvements de capitaux, n'a pas créé un climat propice au renouvellement général ou à des améliorations profondes des conditions d'existence des femmes ni à une plus grande égalité entre les sexes. Un nombre croissant d'économistes se prononcent désormais en faveur d'une autre politique qui, tout en visant la stabilité macroéconomique, tienne mieux compte des exigences du développement et des impératifs sociaux. Les changements d'orientation préconisés comporteraient un assouplissement des mesures monétaires et budgétaires, une fiscalité qui garantisse aux pouvoirs publics les rentrées nécessaires pour financer les dépenses sociales et compenser l'érosion du rôle protecteur de l'État, une stratégie de libéralisation sélective des mouvements de capitaux et du commerce et la régulation de ces mouvements pour modérer l'instabilité de l'emploi et des taux de change. Plus précisément, les pouvoirs publics doivent utiliser les échanges internationaux et les investissements étrangers directs (IED) comme des instruments au service du développement plutôt que de considérer la libéralisation du commerce et des mouvements de capitaux comme une fin en soi.

De plus, différentes mesures souvent désignées par l'expression de "politique industrielle" sont essentielles pour faciliter la transformation d'une économie soumise aux aléas et aux inconvénients d'une dépendance excessive envers la production et l'exportation de produits de base et d'articles manufacturés à faible valeur ajoutée, qui incorporent beaucoup de main-d'œuvre. Les mesures qui permettent de surmonter ces inconvénients sont la protection du marché, la promotion sélective de certains biens, le subventionnement de la recherche-développement, l'affectation sélective des crédits, la création de liens intersectoriels ainsi qu'une politique du marché du travail et autres dispositions visant la formation d'un capital humain.

Pour que les pays en développement disposent d'une plus vaste gamme d'instruments, les règles commerciales ou touchant au commerce qui font partie des Accords du Cycle d'Uruguay devront être modifiées. Ces accords restreignent en effet l'éventail des choix qui s'offrent aux pouvoirs publics et empêchent les pays en développement de recourir à certains moyens d'action qui leur permettraient de développer leur industrie alors que ces pays ont surtout besoin d'une plus grande marge de manœuvre.

En outre, étant donné l'influence considérable du comportement des grandes nations industrielles sur les perspectives économiques des pays en développement, ces nations doivent procéder à une profonde réorientation de leur politique, notamment en accélérant leur rythme de croissance pour faire augmenter la demande mondiale et en cessant de protéger leurs marchés et de subventionner aussi généreusement leurs produits agricoles, car cela provoque un "dumping" de ces produits sur d'autres marchés, particulièrement préjudiciable aux pays en développement.

En tout état de cause, de tels changements aux niveaux macro et mésoéconomique, s'ils sont de nature à favoriser la croissance, le développement et le changement structurel, ne constituent en revanche aucune garantie en ce qui concerne l'amélioration des conditions d'existence des femmes et, encore moins, l'accélération de la marche vers l'égalité des sexes. Pour cela, il faut une analyse approfondie des problèmes spécifiques des hommes et des femmes, à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'action gouvernementale, de façon à déterminer, d'une part, les conséquences des stratégies et politiques sur l'un et l'autre sexe et, d'autre part, le niveau ou le stade auquel des interventions visant à améliorer l'équité entre les sexes sont possibles et efficaces.

Pour comprendre que des changements au niveau macroéconomique n'amélioreront pas fondamentalement le bien-être des femmes, il suffit d'observer ce qui se passe sur le marché du travail. L'une des grandes différences entre ce marché et les autres, est que le travail vendu est celui d'êtres humains dotés de sensibilité, dont l'identité est socialement construite. C'est sur ce marché que la ségrégation sexuelle résultant des valeurs et normes sociales, est la plus prononcée. Dans bien des sociétés, le marché du travail est aussi un moyen d'accès à de nombreux

droits sociaux, à l'insertion sociale ainsi qu'à l'estime de soi et à la dignité.

Pour que la croissance économique, le changement structurel et le progrès technique puissent accroître les débouchés professionnels et les possibilités de revenu des femmes, deux conditions essentielles doivent être réunies: d'une part, l'érosion des normes sociales et la suppression des discriminations responsables de la persistance de la ségrégation sexuelle sur le marché du travail, mais aussi l'abolition des obstacles structurels qui empêchent les femmes de saisir les opportunités plus nombreuses offertes par le marché du travail. Parmi ces obstacles, les plus importants sont le niveau d'instruction inférieur et la relative inadéquation des qualifications des femmes ainsi que le poids démesuré des tâches d'assistance non rémunérées qui leur incombent. En résumé, dans une optique d'équité entre les sexes, la politique du marché du travail ne doit pas se réduire à la seule création d'emplois.

Pour que s'aplanissent les inégalités hommes-femmes dans le monde du travail, il faut que la société tout entière recherche des moyens de mieux équilibrer les demandes de services non rétribués et de travail rémunéré tout en veillant à l'égalité des sexes dans les deux cas. Nous verrons dans la section 2 que les pays industrialisés avancés, eux-mêmes, n'ont pas encore résolu le problème.

Et pour que les fruits de la croissance économique soient largement partagés, il faut mettre en place un ensemble de mesures et d'autres interventions de nature à modifier les conditions de travail tant dans le secteur structuré que dans le secteur informel. Le but doit être non seulement d'aider les travailleurs à bénéficier d'une partie des gains mais aussi de corriger les déséquilibres entre les sexes et les pratiques discriminatoires. De telles mesures consisteraient notamment à mieux faire appliquer les normes fondamentales du travail (qui comprennent l'interdiction de toutes les formes de discrimination et le principe "à travail de valeur égale, salaire égal") et à garantir des conditions de travail décentes, incluant le droit à la protection sociale pour tous les travailleurs (de l'économie structurée comme de l'économie informelle) et l'amélioration des pratiques de soutien à la famille sur le lieu de travail. Ces questions seront examinées dans la section suivante.

Les pouvoirs publics, nationaux et locaux, devraient normalement disposer des ressources nécessaires pour promouvoir l'équité entre les sexes, en développant les capacités des femmes par exemple. Pourtant, les ressources générées par l'accélération de la croissance et une politique fiscale (soucieuse d'équité entre les sexes, dans la mesure du possible) qui renfloue les caisses de l'État, ne sont pas toujours utilisées dans ce but. Pour que les dépenses consacrées à l'éducation et à la santé, par exemple, soient réparties en fonction des besoins spécifiques de chaque sexe et pour que les femmes bénéficient de mécanismes qui leur garantissent une plus grande sécurité sociale, il faut que les pouvoirs publics se fixent des objectifs d'égalité entre hommes et femmes et prennent des dispositions qui leur permettent de cibler leurs dépenses sur ces domaines ainsi que sur l'infrastructure et les services nécessaires pour réduire le travail non rétribué des femmes.

Une présence plus nombreuse des femmes dans les organismes publics peut contribuer à une meilleure prise en compte des intérêts de celles-ci à l'échelon gouvernemental. Les audits budgétaires intégrant la distinction hommes-femmes constituent également un moyen de promouvoir l'équité. Ils peuvent être utilisés pour vérifier et analyser les budgets nationaux et les dépenses publiques afin de voir quelles catégories de population bénéficient des mesures budgétaires et s'ils sont imprégnés de sexisme, notamment à l'égard des femmes des milieux défavorisés. En dernière analyse, le but d'un tel exercice est de faire en sorte que la politique macroéconomique, et les dépenses publiques en particulier, répondent aux besoins des femmes.

Ces audits peuvent aussi permettre d'examiner les effets probables des dépenses publiques sur les personnes exerçant un travail non rémunéré. Par exemple, il se peut que les dépenses de santé ou la perception de redevances sur des biens essentiels comme l'eau et l'électricité aient des répercussions sur la durée du travail non rémunéré des femmes. Ainsi, l'intégration de la problématique hommes-femmes dans l'analyse des budgets permet de mettre à jour les conséquences des mesures prises par les pouvoirs publics, de les faire mieux connaître et d'élargir le débat social à leur sujet. En ce sens, elle constitue un instrument utile pour veiller à ce que les dépenses publiques contribuent à l'équité entre les sexes.

Enfin, de tels changements supposent une mobilisation des femmes appartenant à des milieux différents et ayant des objectifs différents. L'éthique et les droits de l'homme ne sont pas des arguments suffisants, pas plus que l'exposé des preuves empiriques de l'inégalité des capacités, des chances et des destinées. Pour que la perspective de l'amélioration de la condition féminine et de l'égalité des sexes se rapproche, la cause des femmes doit être défendue sur la base d'une analyse rigoureuse, d'une vision claire des domaines dans lesquels l'intervention des pouvoirs publics est requise et d'une mobilisation efficace, exigeant de l'État qu'il joigne l'action à la parole lorsqu'il promet d'œuvrer en faveur de l'égalité des femmes et des hommes.

## Notes

- 1 Sen 1985 et 1999; Nussbaum 2000; Agarwal et coll. 2003; Razavi 2000b.
- 2 Kabeer 1999; Grown et Rao Gupta à paraître.
- 3 Grown et Rao Gupta à paraître; Saith et Harriss-White 1999.
- 4 Chatterjee 1990, cité dans Saith et Harriss-White 1999.
- 5 Murray 1991.
- 6 UNICEF 1993: 8.
- 7 Malhotra et coll. 2002.
- 8 UNIFEM 2002.
- 9 Grown et Rao Gupta à paraître.
- 10 UNIFEM 2000 et 2002; Nations Unies 1986, 1989, 1990, 1994, 1995b, 1999 et 2000b; PNUD 1995; Banque mondiale 2001a.
- 11 UNIFEM 2002.
- 12 Klasen et Wink 2003; Seguino 2002.
- 13 Klasen et Wink 2003.
- 14 The Corner House 2004.
- 15 ONUSIDA 2003.
- 16 Grown et Rao Gupta à paraître.
- 17 CEPAL 2004.
- 18 Grown et Rao Gupta à paraître.
- 19 Cagatay et Ozler 1995; Razavi 2000a; Ghosh 2004b; Jomo 2001.
- 20 Freeman 2000.
- 21 Deere 2004.
- 22 McKinley 2004.
- 23 Whitehead 2003.
- 24 Banque mondiale 2001a.
- 25 Dijkstra 2002.
- 26 Seguino 2004.
- 27 Seguino 2002 et 2003a.